



Nations Unies

Conseil de sécurité

CS/10863

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

Conseil de sécurité
6894^e séance – matin

L'ACCÉLÉRATION PAR ISRAËL DE LA CONSTRUCTION DE COLONIES DE PEUPEMENT RISQUE D'ÊTRE UN COUP FATAL À UNE SOLUTION DE DEUX ÉTATS, DÉPLORE LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT AUX AFFAIRES POLITIQUES

Si rien n'est fait pour inverser la dynamique actuelle en Syrie, la destruction du pays sera l'issue probable du conflit, prévient M. Jeffrey Feltman

« Les développements survenus au cours des derniers mois de cette année nous montrent que l'élan pour une solution de deux États au Moyen-Orient est largement retombé et qu'il sera difficile d'inverser cette tendance », a déclaré devant le Conseil de sécurité le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, M. Jeffrey Feltman, qui, pour son dernier exposé mensuel de 2012 sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne, a dressé un tableau très sombre.

M. Feltman a profondément déploré l'annonce faite par le Gouvernement d'Israël d'approuver la construction de 3 000 unités de logement pour les colonies de peuplement en Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est, au lendemain de l'adoption par l'Assemblée générale le 29 novembre 2012 d'une résolution octroyant à la Palestine le statut d'État observateur non membre des Nations Unies.

Le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques a déclaré que la décision d'Israël de procéder à la planification de plusieurs milliers d'unités de logement dans la zone dite E1, située en Cisjordanie, entre Jérusalem-Est et la colonie de peuplement de Maale Adumim, était particulièrement alarmante.

« Le Gouvernement israélien a décidé de surcroît d'accélérer la construction à Jérusalem-Est de près de 6 500 unités de logement qui ont déjà été approuvées, y compris à Givat Hamatos », a déploré M. Feltman.

« Si tous ces projets devaient être mis en œuvre, ce serait un coup presque fatal porté à la solution de deux États », a mis en garde le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, qui a souligné, à l'instar de plusieurs organisations non gouvernementales, que le nombre des appels d'offre pour la construction de nouvelles unités dans les colonies de peuplement israéliennes avait triplé en 2012 par rapport à 2011.

Revenant sur le vote de l'Assemblée générale, qu'il a qualifié « d'important », M. Feltman a rappelé qu'il ne saurait y avoir de solution de rechange aux négociations. « Ce vote a souligné qu'il était urgent de reprendre des pourparlers fermes », a-t-il dit. Le Secrétaire général, qui était consterné par le langage utilisé par diverses parties à l'occasion de ce vote, avait insisté sur la nécessité d'agir de manière responsable, a-t-il rappelé.

M. Feltman a en outre déploré que le Gouvernement israélien refuse de transférer aux Palestiniens certains fonds qui leur sont destinés, portant ainsi atteinte à l'intégrité de l'Autorité palestinienne. Celle-ci est déjà confrontée à une situation budgétaire difficile, a-t-il fait remarquer.

« Les progrès considérables accomplis par l'Autorité palestinienne, sous le leadership du Président Abbas et du Premier Ministre Salam Fayyad, sont menacés », a-t-il averti, avant d'appeler Israël et l'Autorité palestinienne à régler les questions financières en suspens dans le cadre des pourparlers directs.

Rappelant l'intention de la Ligue des États arabes de fournir à l'Autorité palestinienne les fonds permettant de compenser les pertes en revenus qui résultent des mesures de représailles décidées après le vote de l'Assemblée générale, M. Feltman a invité les États arabes à prendre immédiatement des mesures concrètes en ce sens.

Déplorant l'escalade diplomatique qui a suivi l'annonce du Gouvernement israélien concernant ladite zone E1, le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques a exhorté les parties à s'abstenir de toutes actions susceptibles d'entraver le retour à la table des négociations.

« Il est clair qu'un nouvel élan devrait être donné pour relancer, au début de l'année 2013, des efforts de paix véritablement robustes », a-t-il souligné, en réaffirmant le rôle important que devront jouer, à cette fin, les Nations Unies, le Quatuor et la Ligue des États arabes.

M. Feltman a ensuite dressé un panorama préoccupant de la situation sécuritaire en Cisjordanie, marquée par plusieurs incidents entre les forces israéliennes et les Palestiniens, dont des membres des forces de sécurité palestiniennes. Certains incidents ont également opposé Palestiniens et colons israéliens, a-t-il précisé.

« Le calme est revenu à Gaza mais reste fragile », a poursuivi M. Feltman. La violence, qui avait marqué le mois dernier, n'a fait qu'aggraver la situation des habitants les plus pauvres de Gaza.

Abordant la récente visite à Gaza du chef du Hamas, M. Khaled Meshaal, le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques a rappelé que si les Nations Unies soutiennent les efforts visant une réconciliation entre les factions palestiniennes, elles n'en condamnent pas moins les déclarations incendiaires faites à cette occasion par M. Meshaal contre l'État d'Israël.

« Nous rejetons toute tentative visant à recourir à la violence pour réaliser des objectifs politiques et à dénier à Israël le droit d'exister », a-t-il affirmé.

M. Feltman a exhorté les deux parties à respecter pleinement l'accord de cessez-le-feu et à trouver une solution, dans le cadre de la résolution 1860 (2009), aux causes profondes de l'instabilité, en mettant un terme à la contrebande d'armes et en ouvrant les points de passage.

La Syrie, qui est entrée dans son vingt-deuxième mois de conflit, en poursuivant la violence et la confrontation militaire, emprunte la voie d'une escalade dangereuse, a averti le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques.

Toutes les parties agissent en violation flagrante de leur obligation de protéger les civils, a-t-il constaté. C'est pourquoi, le Conseil de sécurité devrait rappeler aux parties impliquées dans les hostilités qu'elles sont tenues de respecter leurs obligations en vertu du droit international humanitaire et que le non-respect de ces obligations aura des conséquences.

À son retour de sa brève visite en Syrie, la Secrétaire générale adjointe aux affaires humanitaires, Mme Valerie Amos, avait indiqué aux membres du Conseil que la crise humanitaire dans le pays prend une dimension très inquiétante, a-t-il rappelé.

« Plus d'un demi-million de personnes ont fui à l'étranger, le Liban étant celui qui en accueille le plus grand nombre, avec 150 000 réfugiés syriens », a expliqué M. Feltman.

Les deux parties, en recourant aux armes, prennent de sérieux risques. Les affrontements résulteront non seulement en pertes de vies humaines et en destructions mais créeront des divisions profondes au sein des communautés, tout en alimentant la radicalisation et en favorisant le terrorisme.

« Si rien n'est fait pour inverser la dynamique actuelle et pour emprunter la voie d'une solution politique, la destruction de la Syrie en sera l'issue probable », a prévenu M. Feltman, qui a ajouté que la situation en Syrie menaçait gravement la stabilité et la sécurité des pays voisins.

Le conflit a affecté directement la zone de déploiement de la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement (FNUOD) et, par conséquent, la capacité de celle-ci à remplir son mandat, a-t-il indiqué, en rappelant qu'il incombait à la Syrie d'assurer la sûreté et la sécurité du personnel de l'ONU.

Abordant la situation au Liban, qui subit directement les répercussions de la situation en Syrie, avec des bombardements touchant les zones frontalières, M. Feltman a indiqué que des Libanais seraient aussi impliqués dans les violences en Syrie, aux côtés des deux parties au conflit.

« C'est une violation flagrante de la politique de neutralité du Liban dite de « dissociation », qui risque d'augmenter les risques en entraînant le plus proche voisin de la Syrie dans une guerre civile », a mis en garde le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques.

Tout en constatant par ailleurs que la zone d'opération de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) demeurait assez calme, M. Feltman a constaté qu'Israël viole l'espace aérien du Liban presque quotidiennement.

En conclusion, le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques a souligné que dans leur immense majorité, « Palestiniens et Israéliens n'entretiennent pas des rêves inaccessibles ». C'est pourquoi, il a estimé que l'année 2013 sera décisive pour le processus de paix.

* * * * *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel